

**EXTRAIT DU REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU BUREAU DU SYNDICAT
DU 04 FEVRIER 2014**

FN/RT

**OBJET : N° 4.3.2 – TECHNIQUE – ASSAINISSEMENT COLLECTIF ET NON COLLECTIF –
STATION EPURATION LARGENTIERE – LOCAL BOUES – EQUIPEMENTS DESHYDRATATION –
MODIFICATION PROGRAMME -**

L'an deux mille quatorze, le quatre du mois de février à neuf heures quinze minutes, le BUREAU DU SYNDICAT DES EAUX DU BASSIN DE L'ARDECHE - S.E.B.A. -, dûment convoqué par le Président du Syndicat, s'est réuni au siège du Syndicat, sis quartier Les Vergnades à LARGENTIERE, sous la présidence de M. Jean PASCAL, Président du Syndicat.

Etaient présents :

M. Jean PASCAL, Président du Syndicat,
M. Jean-François CUTTIER, Vice-Président du Syndicat,
M. Jean-Marie DURIEU, Vice-Président du Syndicat,
M. Jean OZIL, Vice-Président du Syndicat,
M. Philippe SAUBIN, Vice-Président du Syndicat,
M. Max THIBON, Vice-Président du Syndicat,

M. Roland BOULLE, Vice-Président du Syndicat,
M. Jean-Claude BACCONNIER, Vice-Président du Syndicat,
M. Jean-Manuel GARRIDO, Vice-Président du Syndicat,
M. Jacques BOYER, Vice-Président du Syndicat.

Etaient absents :

M. Jean POUZACHE, Vice-Président du Syndicat,
M. René UGHETTO, Vice-Président du Syndicat,
M. Jacky BARBE, Vice-Président du Syndicat,
M. Jean COROMINA, Vice-Président du Syndicat (excusé).

A été élu secrétaire de séance : M. Max THIBON.

OBJET : N° 4.3.2 – TECHNIQUE – ASSAINISSEMENT COLLECTIF ET NON COLLECTIF – STATION EPURATION LARGENTIERE – LOCAL BOUES – EQUIPEMENTS DESHYDRATATION – MODIFICATION PROGRAMME -

(La présente délibération a été soumise à l'examen du Bureau en vertu de l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales et de la délibération du Comité Syndical en date du 23 novembre 2009).

Par délibérations des 13/09/2011 et 10/07/2012, le Bureau Syndical du SEBA a décidé d'engager la réhabilitation du local presse à boues de la station d'épuration située à Largentière, ainsi qu'effectuer un suivi minutieux du clarificateur qui a subi un basculement lié à des mouvements de sol. La remise en service de la presse à boues par le fermier était prévue dans le cadre d'un protocole transactionnel de juin 2007. Le programme initial voté s'élève à 120 000 € HT.

Un marché de maîtrise d'œuvre a été conclu avec le bureau d'étude Naldéo au printemps 2013 pour les travaux pré-cités. Le Maître d'œuvre a indiqué que des points devaient être clarifiés : toute la partie raccordements (électrique, amenée boues, traitement polymère, etc...) entre la presse et le bâtiment ne faisait pas l'objet du protocole transactionnel.

Après de multiples échanges avec Saur, et considérant qu'il s'agit d'un investissement à la charge du Syndicat, il est proposé de modifier et compléter le programme initialement. Au stade de l'avant-projet, le coût s'élève à environ 185 000 € HT (dont 158 000 € de travaux).

Le Maître d'œuvre présente également plusieurs « options » (réfection de la voirie, réfection des peintures crépis des ouvrages, réfection du chemin de pont racleur, traitement de la haie,...) qui pourraient être intégrées au dossier de consultation des entreprises, ce qui permettrait de redonner « un coup de jeune » à cette station vieillissante et permettrait de prolonger sa durée de vie en adéquation avec le plan stratégique assainissement.

L'ensemble de ces améliorations est estimé à 75 000 € HT, ce qui porterait le programme global à 260 000 € HT, dont 233 000 € HT estimés pour la partie travaux. Enfin, en ce qui concerne la clarificateur, pour s'assurer de la stabilisation des terrassements, une campagne de suivi (relevés de niveaux) est en cours dans le cadre de la mission confiée au maître d'œuvre.

En conséquence, il est proposé au Bureau Syndical de :

- débattre des options proposées en cours de séance,
- valider le nouveau montant du programme au vu des choix précédents,
- solliciter les aides du Conseil Général, de l'Agence de l'Eau, de l'Etat et du Conseil Régional,
- valider la passation d'un marché complémentaire de maîtrise d'œuvre compte tenu de la modification du programme et de l'enveloppe financière,
- confirmer la délibération du 10 Juillet 2012 sur l'attribution de marché(s) public(s) sur les bases suivantes :
 - o Pour les travaux :
 - Décider du mode de dévolution en procédure adaptée, en plusieurs lots techniques si nécessaire,
 - Fixer les critères suivants pour le choix :
 - le prix avec une pondération de 60 % ;
 - la valeur technique de l'offre et moyens mis en œuvre pour le marché avec une pondération de 40 %.
- donner délégation au Président pour signer tous documents à cet effet.

Après en avoir délibéré, le Bureau Syndical, à l'unanimité des membres présents, **ADOpte** ces propositions.

POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME,

Le Président,

Jean PASCAL